Le groupe anglais désirant reprendre Lip poursuit ses négociations

Les trois hommes d'affaires britanniques qui ont rencontré, mardi 26 juin, à Besançon, des membres de la direction, des cadres et du personnel de Lip, afin d'étudier une reprise éventuelle de la société, devaient être reçus ce mercredi après-midi au ministère du développement industriel et scientifique.

Le principal interlocuteur britannique, M. James Marshall, administrateur du groupe industriel Tesboure Ltd, dont le siège social est à Leatherhead (Surrey), ainsi que du groupe Robert Gold

(Dessin de PLANTU.)

scilwelder Exportation de NewYork), s'est refusé à révéler l'identité des acheteurs éventuels, se bornant à indiquer que la délégation qu'il dirigeait représentait plusieurs sociétés dont « aucune n'a de rapport avec l'horlogerie » et qui sont « entièrement anonymes ».

Rien n'a transpiré des nombreuses réunions, qui ont eu lieu. Dans la soirée, néanmoins, un certain optimisme régnait dans la capitale franc-comtoise. Du côté britannique, M. Marshall s'est déclaré très encouragé par ces premiers contacts, précisant qu'en cas de conclusion de l'affaire, la

société Lip ne serait pas démantelée et que le plein emploi aidé que les avantages acquis seraient garantis au personnel.

L'homme d'affaires britannique a ajouté que, « avec une bonne gestion, Lip peut être une bonne affaire. Elle bénéficie d'une image de marque excellente, et les ouvriers ont tenté quelque chose de formidable ». L'espoir règne également dans les milieux spécialisés britanniques et même, semble-t-il, du côté des syndicats. Ceux-ci ont tout de même publié un communiqué dénonçant l'ingé-

rence des capitaux étrangers dans les affaires françaises.

A la direction de Lip, on se montre plus circulaire. Sans doute des perspectives de réformes structurelles et administratives dont M. Marshall a laissé entendre qu'elles seraient indispensables.

La vente des montres se poursuit à l'usine Lip. La recette de mardi se monte à 300000 F, ce qui porte le total depuis le début de l'opération à 1,2 million de francs.

« Nous pourrions d'ores et déjà verser 1 000 F à chacun des mem-

*bres du personnel à la fin du
mois ». a déclaré un délégué,*